



Villers-Cotterêts : une ambition présidentielle, des emplois low-cost !

A deux mois de l'ouverture au public du château de Villers-Cotterêts, modestement nommé Cité internationale de la langue française, force est de constater que les emplois ne sont pas au rendez-vous.

Le président de la République ne manquera pas de communiquer sur « son » projet culturel qui aura coûté la bagatelle de 205 millions d'euros, mais qui, au moment d'ouvrir, ne donne pas les emplois au Centre des Monuments Nationaux pour remplir ses missions avec les postes nécessaires.

Résultat, seuls 28 emplois sont aujourd'hui budgétés pour une Cité qui veut rayonner à l'internationale. Tous les emplois d'exécution et notamment ceux au contact des publics seront dévolus à des entreprises privées. Elles auront tout loisir de faire du bénéfice et le Centre des monuments nationaux perdra au passage son expertise et ses compétences !

Pour Macron et la ministre de la Culture, les Cotteréziens pas assez bien pour la Fonction publique ?

Au-delà de ce non-sens économique qui met à mal un service public, on retire de fait l'accès à la Fonction publique aux habitant.es de la région dans un territoire que l'on dit abandonné. Le Centre des Monuments Nationaux emploie 1400 agents dont des fonctionnaires – qui ont passé un concours – mais près des deux tiers, sont des agents sous contrat à durée indéterminée. Il suffit d'une ambition politique pour créer les postes nécessaires.

Le président de la République qui aimait dire qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver un emploi, aurait tout loisir de créer pour les habitant.es de Villers-Cotterêts plusieurs dizaines d'emplois leur donnant ainsi la possibilité de travailler pour la fonction publique, l'intérêt général et la Culture. Ces métiers qui devraient être pourvus par de l'emploi public sont divers : entretien, maintenance, jardins, accueil et surveillance, médiation, billetterie-boutique. En leur refusant cet accès à la Fonction publique, le président de la République leur refuse des droits sociaux (garantie d'emploi, grille salariale, déroulement de carrière, formation professionnelle, mobilité...). L'Etat se dédouane de droits sociaux et ferme la porte du château au nez des habitant.es de la région, les renvoyant à des prestataires privés dont le modèle n'a jamais eu une valeur d'exemple social.

La Culture est un lieu d'échange, de diversité, de rencontres, d'altérité, d'émancipation. Elle ne doit pas être dans son contenu ou dans ses emplois un processus de reproduction sociale excluant une partie de la population.

Ouvrons les portes du château de Villers-Cotterêts à toutes et tous. Pas seulement pour la visite mais par un contrat républicain qui passe par l'emploi, de l'emploi public.

Dans la continuité de la journée de manifestation du 16 juin (<https://youtu.be/kCVJC4YPDSk>), la CGT vous donne rendez-vous dans les prochains jours et prochaines semaines.

Rendez-vous mardi 18 juillet 2023 à Villers-Cotterêts

Manifestation à 14h30

Des emplois publics pour le service public, des emplois locaux pour Villers-Cotterêts

Prochains rendez-vous : 10 septembre au forum des associations stand CGT et le 12 septembre à Villers-Cotterêts